



Victor Maziarchuk

14.07.2014

Impact des sanctions de l'UE, des Etats-Unis et d'autres pays sur l'économie russe

L'Union Européenne a pris la décision d'instaurer des sanctions en trois degrés contre la Russie. Les sanctions concernent le secteur énergétique et financier, la production militaire et les produits à double usage (Règlements du Conseil de l'UE, N° 833/2014)¹. Les sanctions sont en vigueur pendant une période d'un an avec la possibilité de les réviser après 3 mois.

Secteur bancaire

Les sanctions financières limitent la possibilité d'avoir recours à des instruments financiers, pour les cinq banques russes les plus importantes, dans le but de collecter des fonds pour une durée supérieure à 90 jours. De plus, il est interdit aux banques d'Etat d'émettre des Eurobonds et des actions au nom de propriétaires européens.

Ces sanctions ne provoqueront pas de crise de liquidités dans le secteur bancaire russe à court terme puisque la majorité des compagnies et des banques russes disposent de capitaux suffisants pour assurer la trésorerie. Les compagnies et les banques russes ont des dettes substantielles en monnaies étrangères qui doivent être réglées au cours des 18 prochains mois, cependant leurs disponibilités monétaires et leurs instruments financiers couvrent presque tous les besoins en fonds de roulement.

Toutefois, les sanctions renforceront la tendance à une réduction du potentiel de croissance économique en Russie, qui conduira à la réduction des prêts dans tous les secteurs de l'économie russe et exercera un impact négatif à moyen et à long terme.

Les conditions défavorables à long terme du marché exerceront également un impact important sur le système bancaire russe, provoquant sa dépendance croissante vis-à-vis des fonds du CBR [Centre de Recherches Communautaires] et une diminution accentuée de la rentabilité du système bancaire. Cependant, les réserves substantielles en monnaies étrangères de la Banque Centrale Russe (plus de 450 milliards de dollars) permettront d'atténuer les tendances négatives à court terme dans le secteur bancaire.

En outre, la réduction des investissements dans le développement des entreprises, notamment la réduction des investissements étrangers et les fuites de capitaux, exerceront un impact négatif sur la capacité de production et la compétitivité à moyen terme.

Secteurs pétrolier et gazier

Suivant les sanctions instaurées à l'encontre de la Russie, il est interdit aux compagnies des pays de l'UE de fournir des équipements de haute technologie pour l'industrie pétrolière et gazière **dans le cadre des nouveaux contrats qui doivent être signés.** L'interdiction est valable pour une période d'un an avec la possibilité d'un réexamen après 3 mois. Cet équipement, qui ne peut pas être fourni en Russie, doit être utilisé dans la récupération de gaz et de pétrole dans les zones isolées du plateau marin et dans l'extraction de gaz de schiste.

¹ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2014.229.01.0001.01.ENG

« Gazprom » et « Rosneft », qui ont besoin de technologies occidentales pour l'exploitation du plateau arctique, seraient les entreprises les plus affectées par ces mesures. Les projets à réaliser dans les zones isolées et les projets concernant le pétrole de schiste peuvent devenir risqués. On s'attend à ce que dans trois ans, ces sanctions entraîneront dans la production pétrolière une réduction d'au moins 26 millions de tonnes par an (5% de la

En ce qui concerne l'exploitation des champs pétroliers difficiles d'accès dans la Sibérie de l'Ouest, les compagnies russes utilisent les technologies américaines qui permettent de réduire de moitié le temps prévu pour le développement des champs pétroliers. Selon une information du Ministère de l'Energie et du Ministère de l'Industrie et du Commerce de la Fédération de Russie, 25% de l'équipement utilisé dans l'industrie du gaz et du pétrole est acheté à l'étranger par les compagnies russes. Suite aux sanctions, les entreprises européennes et les fournisseurs ne perdront pas plus que 150 millions d'euros par an.

La Russie est fortement dépendante des fournitures d'équipement d'entretien, du fait qu'elle ne dispose pas d'équipement équivalent pour conduire des exploitations dans les zones difficiles d'accès. Sans aucune participation de la part des compagnies pétrolières internationales, des problèmes peuvent apparaître si on pénètre les terrains difficiles d'accès : roches dures, puits de haute technologie (machines de forage horizontal), extraction de pétrole de schiste. Dans ces segments, la participation de la technologie étrangère dépasse 80-90%. Ce n'est pas uniquement l'exploitation qui est menacée, mais également l'exploration de nouveaux champs. Ces problèmes s'intensifieront après 2018. Les réserves d'hydrocarbure que la Russie ne sera pas capable de « desceller » dans le cas d'une vague de nouvelles sanctions, sont estimées à 8.2 milliards de dollars. La Russie dépend principalement de l'équipement moderne de forage horizontal et de l'application de la technologie de fracturation hydraulique.

Exemples des conséquences des sanctions imposées contre la Fédération de Russie :

1) *Le 28 juillet 2014, l'Agence Fédérale pour les Ressources Minérales (Rosnadra) a annulé, de façon prématurée, l'autorisation de l'exploitation du sous-sol accordée aux filiales de **Shell** britannique concernant deux zones d'hydrocarbure. Le 3 juin, la compagnie « Shell Naftogaz Development (III) » a abrogé le droit à l'exploitation du sous-sol dans la zone de Barun-Yustinsk en Kalmykia. De plus, le 5 juin « Shell Naftogaz Development (I) » a adressé à l'agence de Rosnadra la même déclaration concernant la zone d'Arkatoysk dans le district autonome d'Yamal-Nenets.*

2) *Le bureau de Moscou de la compagnie américaine « **Halliburton** » a informé « Gazprom drilling » de « la rupture des relations ». C'était la première fois que les compagnies et les services russes pétroliers ont été limités dans leur accès à la technologie étrangère suite à des sanctions. La direction d'Halliburton a suspendu les relations et les accords entre les compagnies du fait qu'Arkadiy Rotenberg (qui détient 100% d'actions de « Gazprom drilling ») avait été inscrit sur la liste de ces entrepreneurs qui devaient être sanctionnés en mai par le Département Américain de la Trésorerie. « L'interdiction est en vigueur pour toutes les relations, tous les accords (la vente de biens, les services etc.) avec toute entité légale liée directement ou indirectement à Rotenberg. Le 17 mai 2014, nous avons reçu des instructions du siège central exigeant de s'y plier », - explique-t-on dans la lettre d'Halliburton. Toutes les structures gazières et pétrolières principales, notamment « Gazprom », « Gazprom Neft », « Rosneft », « Lukoil » et les autres peuvent se trouver parmi les clients des compagnies américaines, lit-on sur le site d'Halliburton.*

Par exemple, en août 2013, Halliburton a signé un accord avec « Gazprom Neft » pour une unité d'opérations dans les champs difficiles d'accès. Leur mission a pour but d'augmenter la production de 100 millions de tonnes de l'équivalent pétrole jusqu'à 2020. L'extraction de plus de la moitié du pétrole devrait être effectuée avec le recours aux technologies innovatrices. A présent, « Gazprom Neft »

continue de coopérer avec Halliburton. L'estimation annuelle des recettes d'Halliburton s'élève à 0.5 milliards de dollars. Baker Hughes déclare un niveau similaire. Schlumberger gagne ici environ 3 milliards de dollars, la partie des actifs de Weatherford (compagnies de forage et TKRS) en Russie et au Venezuela – environ 1 milliard de dollars. Le budget d'Halliburton sera affecté partiellement aux concurrents russes et il sera divisé entre leurs concurrents américains. Certains des entrepreneurs ont commencé à élaborer des projets de soutien à l'extraction en Russie. Cette année Schlumberger a ouvert à Moscou le Centre de Recherches « Schlumberger ». Le Ministère de l'Energie a l'intention de soutenir les compagnies en développant leurs activités en Russie.

3) *Les sanctions instaurées par les pays occidentaux contre la Russie exerceront également un impact négatif sur LUKOIL, a déclaré le 31 juillet Vagit Alekperov, le directeur de la compagnie. Il a affirmé aussi qu'il y a une possibilité que les sanctions puissent toujours affecter défavorablement le programme d'investissement de LUKOIL. A la mi-juin LUKOIL a suspendu l'investissement de ses Eurobonds de 1.5 milliards de dollars suite « aux conditions défavorables du marché mondial ».*

4) **Gennady Tymchenko**, propriétaire majoritaire du **Groupe Volga**, a annoncé être prêt à offrir à l'Etat ou à des organisations caritatives les actifs faisant partie de son groupe d'investissement. De plus, les sanctions imposées l'ont atteint personnellement : « pour la saison d'été ma famille avait l'habitude de partir dans le Sud de la France où traditionnellement, toutes les années nous passons nos vacances et on nous a privés de tout cela. On m'a séparé de ma famille, de mon chien bien-aimé ... Le 11 juillet, c'était le jour du 19^{ème} anniversaire de mon fils. Pour fêter son anniversaire il est arrivé de Suisse en Russie où il étudiait à l'Université. « De plus, la compagnie Gulfstream a cessé d'honorer ses engagements contractuels en arrêtant les vols par les avions qu'elle affrétait. Mon avion ne peut pas voler du fait que la compagnie n'a pas fourni de pièces de rechange ; les pilotes n'ont pas l'autorisation d'utiliser le système de navigation ni les cartes installées. On a interdit aux employés de la compagnie de me contacter ». Il a expliqué que bien que l'UE ne l'ait pas placé sur la liste noire, il ne peut pas y arriver : « Il y a des raisons sérieuses de craindre des provocations de la part des services du renseignement ».

Afin d'obtenir une information plus détaillée, veuillez contacter :

Victor Maziarchuk, victor.maziarchuk@odfoundation.eu

Fondation Dialogue Ouvert